



Élections professionnelles du 1^{er} au 8 décembre 2022
Comité social d'administration de l'Insee Grand Est

Liste syndicale unitaire CGT & SUD

Unité – Proximité – Indépendance

Les collectifs de travail de la direction régionale sont mis à rude épreuve depuis de nombreuses années avec :

- ★ une réduction continue et importante des effectifs chez les enquêteurs comme chez les agents de bureau, aggravée par des difficultés de recrutement dans les 4 établissements, avec en conséquence des charges de travail en augmentation pour tous les agents ;
- ★ la réforme territoriale qui a accéléré la baisse des effectifs et a appauvri la variété des postes ;
- ★ la fusion du centre de Metz avec la direction régionale imposée d'en haut, complexifiant une organisation déjà opaque ;
- ★ le développement de la précarité pour répondre aux difficultés de recrutement : détachements, recrutements de contractuels sur des contrats de plus en plus courts, jusqu'à l'appel à des intérimaires ;
- ★ l'externalisation vers le privé des tâches que l'Insee ne peut plus effectuer faute de personnel ;
- ★ une gestion humaine qui passe par moins de proximité et d'accompagnement (déshabillage des RH locales, harmonisation vers le bas des règlements intérieurs) ;

À ce constat de long terme sont venues s'ajouter des évolutions majeures du cadre de travail, avec notamment la généralisation du télétravail : ce nouveau mode d'organisation permet une souplesse d'organisation nouvelle pour les collègues mais implique également une individualisation accrue des relations de travail et donc une fragilisation des collectifs permettant aux agents de mieux se défendre.

Face à ces évolutions, nos représentant·e·s continuent à défendre et à prolonger les combats que nous menons afin de garantir le maintien d'un service public de qualité, de ses missions et de protéger ses agents.

Nous revendiquons

Pour la défense des droits et garanties collectives des agents :

- ▶↓ **Le respect de la santé et des conditions de travail** des agents par la prévention des risques organisationnels en amont de chaque projet, l'arrêt des restructurations permanentes, une gestion des personnels respectueuse de chacune et chacun, une formation ouverte à chacun·e, des bâtiments dignes partout, notamment sans amiante, sans « flex-office » et avec des surfaces de bureaux suffisantes ;
- ▶↓ **L'amélioration des carrières et rémunérations** des agents, titulaires et contractuels, par l'augmentation des taux de promotion, la revalorisation du point d'indice, une refonte des grilles indiciaires, la défense du statut des fonctionnaires et la pérennisation des contrats et quotités des non titulaires ;
- ▶↓ **L'arrêt de toutes les discriminations**, notamment par la mise en place d'une politique d'égalité professionnelle entre femmes et hommes et l'insertion des agents en situation de handicap, ainsi qu'une politique positive permettant de ne pas recruter que dans un milieu social homogène

▶↓ **Alors que la suppression des CAP** a permis à la direction de l'Insee de faire ce qu'elle veut à la « tête du client » nous persistons à demander des éléments transparents obligeant la direction à respecter des critères objectifs.

▶↓ **Le droit à la déconnexion** dans le cadre du télétravail.

Pour une statistique publique indépendante, de qualité et au service de toutes et tous :

▶↓ **Des moyens à hauteur des missions pour l'Insee** et pour les services statistiques ministériels pour répondre à la demande sociale aux niveaux national, européen et local ;

▶↓ **Une défense des missions de l'Insee**, que ce soit la production statistique et les enquêtes, la gestion des répertoires, l'informatique et la sécurité des données, la diffusion et les études, avec un approfondissement de la dimension sociale et environnementale des travaux ;

▶↓ **Une production de données locales** au plus près du terrain, avec des possibilités accrues d'enquêtes locales, et une politique d'études et de diffusion pour tous les usagers, indépendamment des intérêts privés ;

▶↓ **La possibilité de construire une carrière localement avec des travaux diversifiés et des postes valorisants.**

Votez pour nos candidat·e·s, syndiqué·e·s ou non, qui défendent des principes clairs !

★ **La proximité** : des élu·e·s proches de vos préoccupations et travaillant avec vous ;

★ **L'unité syndicale** : dans l'intérêt du personnel, face à la direction ;

★ **L'indépendance** : pour une statistique publique forte, capable de remplir pleinement ses missions de service public.

CGT & SUD : nos principes communs

Nos deux syndicats partagent une conception d'un **syndicalisme de lutte** pour la transformation sociale fondée sur la **solidarité**, la **démocratie**, le **rassemblement** et l'**ouverture sur la société**. Nous refusons tout ce qui oppose les catégories les unes aux autres, les agents les uns aux autres.

Nous **construisons des revendications** en associant les personnels qui le souhaitent : heures mensuelles d'information, assemblées générales, pétitions, etc.

Nous concevons les instances de dialogue social comme des **espaces d'intervention et de mobilisation**, et non uniquement comme des lieux de concertation.

Nous recherchons l'**unité syndicale** chaque fois que cela est possible que ce soit au sein de l'Insee ou de la Statistique publique.

Au-delà de l'Insee, nous affirmons notre solidarité avec les luttes de salarié·e·s, retraité·e·s, demandeur·se·s d'emploi, précaires et avec les mouvements de défense des libertés individuelles et des droits des personnes. Nous soutenons les personnes réfugiées ayant dû quitter leur pays pour cause de conflit et de misère.

À l'heure des catastrophes environnementales et de la crise énergétique nous militons avec celles et ceux qui veulent une répartition des richesses permettant une économie solidaire et respectueuse de l'environnement.

1 – Sylvain Moreau – Strasbourg - SED	9 – Guillaume Vinot – Strasbourg - SES
2 – Catherine Willaume – Metz - SAR	10 – Rémy Hupez – Reims - SES
3 – Nathalie Richer – Reims - SAR	11 – Jérémy Matteucci – Metz - CSRH
4 – Damien Richet – Nancy - SES	12 – Geneviève Frey – Strasbourg - SAR
5 – Marie-Odile Meyer – Strasbourg - enquêtrice	13 – Christine Raillard – Reims - SES
6 – Thomas Poncelet – Metz - SNTDA	14 – Sophie Andrieu – Metz - SNTDA
7 – Jérémy Stark-Heintz – Reims - SES	15 – Dorine Michel – Nancy - SES
8 – Mohammed Tansaoui – Nancy - enquêteur	16 – Sylvie Petit – Nancy - SES